

L'Europe face à ses démons

Le 4 février 2000, c'est arrivé : un gouvernement composé de ministres appartenant pour moitié à l'extrême droite et pour moitié à la droite classique a prêté serment dans la capitale de l'un des pays de l'Union Européenne. L'alliance entre les chrétiens-sociaux du ÖVP (Parti du peuple autrichien) et le parti populiste dirigé par Jorg Haider (le FPÖ, Parti de la liberté autrichien) vient prouver que le cordon sanitaire dressé au lendemain de la seconde guerre mondiale autour des partis d'extrême droite européens, peut rompre. L'extrême droite peut, effectivement, de nouveau et dans certaines circonstances, accéder au pouvoir dans un pays européen.

Les graves événements qui eurent lieu simultanément dans le sud de l'Espagne, sous forme de ratonnades racistes contre des travailleurs immigrés, viennent confirmer que le racisme, la xénophobie et des mouvements autoritaires constituent bien des réalités qui sévissent d'un bout de l'Europe à l'autre et qui sont en mesure d'embraser le continent entier dès que les circonstances s'y prêtent.

Autriche : Haider, un fasciste propulsé au pouvoir par l'amnésie et le consensus

L'Autriche ne semble pas, a priori, réunir la plupart des conditions que de nombreux analystes considéraient jusque là comme nécessaires pour que l'extrême droite puisse accéder au pouvoir. Ainsi, le taux de chômage y est à peine plus élevé que 4 %. Et le nombre de travailleurs immigrés est aussi très loin d'être parmi les plus élevés dans l'Union Européenne, il représente à peine plus de 5 % de la population active.

Il faudra chercher d'autres facteurs pour expliquer le triomphe du Parti de la liberté FPÖ qui est né en 1955, pour l'essentiel d'une Union des Indépendants (VdU) regroupant avant tout les anciens membres du parti nazi en Autriche.

La société autrichienne, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, a beaucoup de mal à regarder son passé en face.

L'annexion par l'Allemagne nazie en 1938 - qui n'a pourtant été qu'un aboutissement tragique - a trop souvent servi de prétexte à une absence de critique historique permettant de tirer les leçons de cette période.

Cette amnésie politique s'est traduite particulièrement par :

- une absence de critique lucide sur le rôle catastrophique des différents gouvernements et partis autrichiens confrontés à la volonté du 3^{ème} Reich d'annexer l'Autriche ;
- le refus de reconnaître l'importance de l'antisémitisme et des courants nationalistes pro-nazis dans la société autrichienne - et ce bien avant l'Anschluss.

Ainsi, les accusations internationales contre l'ancien président de la République Kurt Waldheim (élu en 1986 sur fond d'une violente polémique), soupçonné d'avoir participé à la déportation de juifs pendant la seconde guerre mondiale, et les réactions qu'elles ont suscitées, ont mis en lumière ce refoulement de l'histoire.

Un second facteur explicatif réside dans l'absence quasi-totale d'alternative à gauche et de conflictualité sociale au sein de la société autrichienne, dont les rapports sociaux restent marqué par un fort corporatisme.

Sommaire

- P. 1-3 L'Europe face à ses démons
- P. 4 Le Fn s'intéresse aux routiers, et aux postiers

P. 5	L'école et l'université toujours visées
P. 6	Contre le racisme/Contact, abonnement

Ainsi, le mouvement syndical, uni dans une centrale unique (le ÖGB), apparaît comme puissant en nombre (entre 30 et 40 % de syndiqués), mais restait jusqu'ici partie prenante d'un modèle de consensus social basé sur les principes de cogestion responsable et d'illicéité juridique de la grève.

Ces caractéristiques s'accompagnent d'une forte intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil d'Etat - à travers le Parti socialiste au gouvernement sans interruption entre 1970 et 2000 - réservant à certains de ses représentants des privilèges matériels en même temps que leur autonomie politique se réduisait. D'où une forte déconsidération des appareils du mouvement syndical et ouvrier sur laquelle surfent Jorg Haider et son parti - en vitupérant contre les bureaucrates et les nantis. Ajoutons que 48 % des ouvriers autrichiens ont voté pour la droite populiste de M. Haider, ainsi qu'un bon tiers de la jeunesse (contre 27 % de moyenne nationale).

La remise en cause du modèle consensuel apparaît aussi liée à son incapacité à gérer les transformations dues à l'entrée dans l'Union Européenne de l'Autriche.

La perspective de l'élargissement de l'Europe aux pays d'Europe centrale a également pesé sur le vote des autrichiens.

Le FPÖ étant marqué, en raison de son histoire, par un remarquable mélange entre les références à l'héritage nazi et un (ultra)-libéralisme, le programme du nouveau gouvernement autrichien est clairement libéral sur le plan économique (privatisations, destruction ou réduction d'avantages sociaux...), tout en s'affirmant protecteur des anciens rapatriés allemands des Sudètes, qui durent quitter l'actuelle République tchèque au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le gouvernement autrichien compte d'ailleurs faire pression sur les pays de l'Est et du Sud-est de l'Europe en faveur de certaines minorités ethniques (surtout allemandes).

En raison du caractère anti-social affiché de la politique du nouveau gouvernement, il existe des raisons d'espérer que le consensus qui régnait jusqu'ici dans la société autrichienne cède la place à des nouvelles confrontations sociales permettant d'affirmer des alternatives claires.

Après le premier sursaut dû à la jeune génération, très mobilisée contre le gouvernement ÖVP-FPÖ, la grande manifestation antifasciste du 19 février dernier à Vienne a montré qu'une partie importante de la société autrichienne refuse

l'arrivée au pouvoir de Jorg Haider. Souhaitons que cette mobilisation s'amplifie encore et porte ses fruits.

En France, de nombreux syndicats ont appelé à participer aux manifestations de soutien organisées en parallèle de la manifestation de Vienne. Nous reproduisons ci-après quelques déclarations syndicales et associatives.

Réactions syndicales en France

“ La FSU, la FEN et le SGEN-CFDT tiennent à exprimer leur vive inquiétude quant à la participation de l'extrême droite au gouvernement de l'Autriche. Elles ne peuvent accepter une telle banalisation de la xénophobie, du racisme qui sont contraires aux valeurs et aux idées de progrès et de tolérance que nous partageons majoritairement entre organisations syndicales du secteur de l'Education dans l'Union Européenne.

Elles manifestent la solidarité des personnels français de l'éducation à leurs collègues du GÖD (syndicat des services publics autrichiens) qui continuent à combattre la présence de l'extrême droite au gouvernement autrichien, et qui participeront à la grande manifestation de Vienne le samedi 19 février. Elles se félicitent de la position de la présidence de l'Union Européenne et appellent les personnels à continuer à participer aux initiatives unitaires pour dénoncer la situation autrichienne (...) Elles appellent à intensifier les relations avec les associations et les syndicats autrichiens qui, dans leur pays, continuent à lutter contre l'idéologie de l'extrême droite.”

“ La CGT s'inquiète de l'évolution politique en Autriche. Elle partage les craintes exprimées par le Comité de Direction de la CES. La participation au gouvernement de l'Autriche d'un parti d'extrême droite dont le leader Jörg Haider revendique sa filiation au nazisme interpelle l'ensemble des pays de l'Union Européenne sur les principes fondamentaux de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Les traditions du syndicalisme en Europe, l'histoire du mouvement syndical français, notamment dans les pires moments qu'a traversés notre pays, montrent que nous sommes bien au-delà d'un problème d'ingérence. La CGT s'insurge contre toute tentative de banalisation de l'extrême droite en Europe. Dans l'unité la plus large, le mouvement syndical doit être non seulement vigilant mais aussi offensif pour agir face à une telle situation. La CGT confirme son entière solidarité avec l'ÖGB et avec toutes les forces démocratiques d'Autriche qui pèsent pour qu'un

coup d'arrêt soit donné à cette dérive dangereuse”.

“ **La CFDT appuie les initiatives prises pour refuser la banalisation de l'extrême droite.**

La CFDT, avec la Confédération européenne des syndicats, appuie les initiatives prises pour soutenir les forces de progrès qui en Autriche et en Europe refusent la banalisation de l'extrême droite.

La CFDT réitère son appel à la vigilance des institutions européennes, en tous domaines et de tous les instants, sur tous les faits, actes, déclarations posés par le gouvernement autrichien et qui dérogeraient aux valeurs fondamentales de l'Union européenne.

Il est temps que l'Union européenne se dote des moyens politiques et de fonctionnement pour prévenir et enrayer les dérives extrémistes. Les débats en cours sur la conférence intergouvernementale et l'élargissement de l'Europe doivent en constituer une première étape. ”

**Un appel à l'initiative d'ATTAC :
Hitler 1933 - Haider 2000
N'ayons pas la mémoire courte**

« Les conservateurs se sont finalement alliés au parti d'extrême droite de Jörg Haider pour former un gouvernement dont certains membres défendent des idées mises en oeuvre par le Illème Reich(...) Nous n'oublions pas que Hitler est parvenu au pouvoir par les urnes. Nous voulons rappeler à tous le danger que le fascisme fait peser sur les libertés et le progrès social. Toute alliance avec l'extrême droite représente la négation de la démocratie. Nous ne pouvons accepter que des révisionnistes soient au pouvoir dans l'Union Européenne alors que celle-ci est née sur la volonté du "plus jamais ça". Nous appelons la France et l'Europe à accentuer leur pression sociale, politique et diplomatique (...).

Haider a construit sa montée au pouvoir sur la perte des repères politiques dans la société autrichienne. Contre le populisme, nous soutenons les citoyens autrichiens dans la recherche d'une alternative démocratique. Avec eux, nous refusons de voir leur pays basculer dans le camp de la honte et nous ne voulons pas banaliser la haine.

"Quiconque oublie son passé est condamné à le revivre " - Primo Levi - "

www.attac.org

Parmi les signataires et les soutiens : Ccj-Cgt, Fidl, Unef-id, Unef-se, Fcpe, Fsu, Licra, Mrap, Ras l'front...

Andalousie : une vague raciste sans précédent

Des raisons d'espérer, en même temps que des signes du pire, se retrouvent dans les récents événements qui ont secoué la province d'Almería dans le Sud de l'Espagne.

Cette partie de la péninsule ibérique marquée par la culture en serres est l'un des rares endroits en Europe où l'on puisse récolter des agrumes en hiver. Une bonne partie de la population immigrée maghrébine et africaine vit concentrée dans cette région agricole - où elle représente jusqu'à 30 % de la population totale locale, contre 1,6 % en moyenne en Espagne.

Fuyant une extrême pauvreté, ces immigrants - souvent sans papiers - travaillent pour des salaires horaires pouvant "atteindre" 6 francs (contre 30 francs prévus par la loi et les conventions collectives...). Les patrons agricoles utilisant presque exclusivement cette main d'œuvre très bon marché, l'Etat espagnol fermait les yeux sur ces pratiques de dumping social.

Fin janvier, le meurtre d'une jeune Espagnole par un Marocain a mis le feu aux poudres.

Une foule d'habitants espagnols a attaqué, slogans racistes à l'appui, les lieux d'habitation et de prière des travailleurs agricoles, laissant derrière eux une soixantaine de blessés graves.

En réaction à ces pogromes, les ouvriers se mirent en grève, paralysant pendant une semaine les travaux agricoles de la région.

Le maire d'El Ejido, la commune où eut lieu l'essentiel des ratonnades, a lancé une pétition contre l'implantation de campements temporaires pour ceux dont les habitations furent détruites par les agresseurs... qui a recueilli 8500 signatures (pour 50000 habitants). La police n'est intervenue qu'au bout de trois jours d'agressions...

Malgré tout, la grève a fait réagir le patronat agricole (nous sommes en pleine période de récolte) ainsi que les pouvoirs publics. L'Etat espagnol a promis d'indemniser les victimes des agressions racistes à hauteur de 34 millions de francs ; il a garanti pour l'avenir l'application du droit du travail et des conventions collectives pour les travailleurs immigrés.

Espérons qu'une fois la récolte terminée, ces promesses ne soient pas oubliées.

Le F.N soutient le mouvementdu patronat routier !

National Hebdo de mi-janvier revient sur le mouvement du patronat routier qualifié de "révolte des routiers", "harcelés en permanence par une réglementation très pointilleuse", "contre les 35 heures et les taxations abusives". "Trop, c'est trop," s'exclame l'auteur, "surtout quand les concurrents étrangers, essentiellement hors Union Européenne, échappent à la réduction du temps de travail, ignorent les temps de repos...". Des milliers de poids lourds ont ainsi participé, selon l'auteur, aux barrages filtrants ("c'est à dire laissant passer les véhicules légers et les autocars mais refoulant les camions étrangers").

Ce choix de présentation ne tient pas du hasard puisque l'article, pour le moins favorable à cette action, se félicite de l'échec de la stratégie du "communiste Gayssot, à prendre à revers les entreprises de transport, en incitant, sous prétexte de réelle concertation, les syndicats de chauffeur salariés à s'opposer à leurs employeurs".

Les propositions de conciliation du ministre responsable ont réussi à susciter la colère et des patrons, et des salariés, se félicite le talentueux défenseur du "tous dans la même galère et tous unis, ouvriers et patrons"...

L'auteur ne dira bien sûr rien sur le fait que le mécontentement des patrons et des salariés s'exprime sur des éléments diamétralement opposés : comprimer les coûts pour les uns, améliorer les conditions de travail et les salaires pour les autres. Quant à la réglementation du secteur, il plaide bien évidemment sans le dire pour la rendre moins pointilleuse, pas pour qu'elle s'applique vraiment ou pour l'étendre au niveau européen comme le revendiquent les salariés.

L'article relève enfin que "la seule préoccupation des eurocrates, à l'instar de Gayssot et Voynet, c'est la liquidation des transporteurs routiers français, éléments de la classe moyenne". "La route, c'est l'affaire des financiers et des grands groupes, telle est leur doctrine". Le complot des groupes financiers et des étrangers soutenu par le gouvernement contre les transporteurs routiers français tous unis. Tous les fantasmes ou presque de l'extrême droite sont habilement réunis dans ces quelques lignes.

En donnant une telle explication des enjeux, l'article ouvre la voie à des réponses pour le moins dangereuses à l'impatience plus que justifiée des salariés du secteur routier à voir améliorer leur situation. La vigilance n'est en que plus nécessaire.

Les postiers dans la ligne de mire

En décembre 1999, National Hebdo, dans un interview de Marie-France STIRBOIS, annonçait la reprise des "actions catégorielles" du FN "sur tous les fronts".

Etaient énoncées, en vrac, des diffusions de tracts contre "l'hyperfiscalité", des fax de soutien aux sapeurs pompiers, des dépliants pour les médecins, des actions sur les marchés de Lyon et Marseille "contre l'OMC" ainsi que l'envoi d'une lettre aux chasseurs pour dénoncer le CPNT de Jean Saint-Josse qui les trahirait à Strasbourg! Enfin l'article annonçait la diffusion de tracts auprès des postiers et des chauffeurs routiers.

S'il y a sans doute beaucoup de poudre aux yeux dans ces annonces visant à réoccuper le terrain, c'est à La Poste que l'on a vu réapparaître en janvier un nouveau dépliant du CNTS (Coordination Nationale des Travailleurs Syndiqués) Poste Télécom, domicilié à Saint-Cloud! sous le titre "Postiers Français ensemble, défendez vous face à la mondialisation avec le CNTS". La plaquette propose au sommaire :

- Le danger des 35h à la Poste
- A quel jeu joue Force Ouvrière ?
- La mondialisation, menace réelle.

Pour des lecteurs non avertis, la prose "catégorielle" de ce cache-sexe du FN se présente avec un discours "gauche", propre à séduire : "défendez le service public de la Poste", "obtenez de meilleures conditions de travail", "maintenez le statut", tout cela agrémenté d'une vigoureuse dénonciation du libéralisme sauvage de l'OMC et de l'application de la loi sur les 35h à la Poste.

En y regardant de plus près, les thèmes chers au fascisme sont bien présents : défense des "critères de préférence nationale à l'embauche", donner la priorité au "critère familial" pour les mutations, titularisation des "contractuels français" etc...

Enfin, la proclamation : "nous ne sommes ni de droite ni de gauche, nous sommes des travailleurs comme vous" fait écho au "ni de droite ni de gauche, français", slogan connu du FN.

La plaquette accorde aussi une large place à la dénonciation de l'accord sur les 35h signé par quatre syndicats à la Poste.

Bien évidemment l'article ne dit rien des positions prises par la presse du FN contre toute réduction du temps de travail (voir ISA n°16 - Janvier 2000), pas plus qu'il ne parle des positions des syndicats non signataires (C.G.T. et SUD).

Curieusement, parmi les organisations stigmatisées sur l'accord de RTT, c'est la Fédération FO-PTT qui est particulièrement visée.

Gageons que ce n'est sûrement pas pour des raisons de divergences syndicales entre les organisations syndicales (F.O, CFDT, CFTC, CGT), mais plus vraisemblablement à cause des prises de positions fermes de cette fédération contre les dangers d'infiltration fasciste au sein du monde syndical, dont F.O.

Languedoc – Roussillon : les enseignants donnent du fil a retordre au FN !

En décembre, National Hebdo se plaint, au nom de la Démocratie (sic !), de l'action des syndicats d'enseignants contre la présence d'élus du FN dans les conseils d'administration des lycées de cette région.

Le SGEN/CFDT et le SNES/FSU sont particulièrement visés et traités de "nervis gauchistes" qui pratiqueraient le "terrorisme physique et intellectuel " notamment contre Alain Jamet président du groupe FN du Conseil Régional Languedoc- Roussillon.

Ainsi l'article s'insurge contre un proviseur qui aurait eu l'audace de lire un texte contre la présence de ces élus au C.A. de l'établissement. Nous voilà donc rassurés. La mobilisation des enseignants en Languedoc-Roussillon contre la présence fasciste énerve beaucoup N.H. Cela ne peut que donner de bonnes idées dans d'autres régions tout aussi polluées.

Propos racistes (à vomir !) du président du RPR de l'Hérault

Commentant la grève des enseignants de son département, J-CI Gaujal, Président du RPR de l'Hérault a tenu des propos d'un racisme intolérable :

"Si l'on ne veut pas que la violence se développe dans les écoles, il faut mettre un frein aux visa accordés aux Algériens. Quel exemple voulez-vous que cela donne à nos enfants ces personnes venues d'un pays qui ne connaît que la violence, les égorgements et les coups de couteaux...Ce n'est pas moi qui

l'invente : seulement 5% de l'immigration non européenne viennent en France pour travailler, et 95% pour bénéficier des largesses socialistes...". (L'Hérault du Jour 09.02.2000)

Propos abjects tenus au moment où toute une région se mobilise pour obtenir des postes d'enseignants pour l'école !

La riposte des enseignants ne s'est pas fait attendre, le SNUIPP dans un communiqué souligne : "Nous nous battons aujourd'hui pour notre école publique, laïque, qui se doit d'accueillir tous les enfants, de toutes les cultures et de toute origine...Le racisme et la xénophobie sont incompatibles avec les valeurs de notre Ecole Républicaine, nous les avons combattus, nous les combattons encore de toutes nos forces."

Propagande révisionniste : tentative de diffusion au sein des établissements scolaires

Une officine révisionniste belge , VHO, a envoyé en novembre 1999 à des directeurs de lycées et collèges et des bibliothèques une lettre d'accroche vantant le lancement pour Noël de " cinq nouveaux livres et brochures".

Le texte fait la promotion d'une brochure intitulée "Les camps de concentration allemands 1941-1945 : mythes propagés et réalités occultées" et précise : "nous l'avons conçue afin qu'elle soit accessible à tous, et notamment aux jeunes".

Il finit en expliquant : "notre objectif est de profiter du thème choisi au concours de la Résistance et de la Déportation afin de la diffuser massivement auprès de jeunes lycéens ou collégiens, des établissements scolaires et des professeurs d'Histoire ".

La Fédération Nationale des déportés et Internes Résistants et Patriotes a réagi vivement à cette prose révisionniste en alertant le 7/12/99 la Ministre Ségolène ROYAL du danger que représente cette brochure.

La FNDIRP précise dans un courrier à la ministre que cette plaquette a été publiée en Belgique par Monsieur REYNOUARD qui "a été condamné en 1992 et en 1996 à des peines de prison avec sursis ; après avoir été suspendu de ses fonctions de professeur en 1996, il a été révoqué le 18 avril 1997 alors qu'il enseignait au Lycée Professionnel de la Cote Fleurie à Honfleur ".

Ce récidiviste du révisionnisme continue donc à instiller son poison, la vigilance s'impose

donc pour lui retirer définitivement sa plume criminelle .

Saccage du local de l'UNEF-ID à Pau

(Selon Agence de presse AEF)

Le saccage du local de l'UNEF-ID à Pau a été découvert le 7 février. Il semblerait que cet acte de violence soit le fait d'un groupe d'extrême droite, le GUD, dont le nom était "taggé" sur les murs, avec une croix celtique, symbole de l'extrême-droite. Outre les dégradations matérielles, des archives, du matériel syndical et la comptabilité de l'organisation ont été volés. L'UNEF-ID de Pau, ainsi que l'université ont porté plainte. Le Président de l'UNEF-ID à Pau, Axel David, affirme " c'est un fait nouveau à Pau ".

D'après un ancien responsable des Comités étudiants contre le FN de l'UNEF-ID et étudiant chercheur sur l'extrême-droite, " *jusqu'à la scission, on demandait aux militants du GUD de tendance mégrétiste, d'éviter les actes de violence afin de préserver l'image de respectabilité du FN. Depuis la scission, ils sont surtout occupés à régler leurs problèmes de dissensions internes entre mégrétistes. Quand ils auront terminé et quand ils se rendront compte du peu d'espace politique qu'ils leur restent, je pense que la violence sur les facts recommencera...* "

3èmes rencontres syndicales antifascistes le 26 février 2000 " L'école face à l'extrême droite et au racisme "

La présence d'élus FN et MN dans les institutions scolaires et universitaires, les tentatives d'infiltration et d'implantation chez les étudiants et les parents d'élèves, l'offensive négationniste dans les universités, le racisme et les discriminations à l'école, mais aussi les ripostes unitaires et les perspectives de la lutte contre ces fléaux...

Compte rendu et bilan de cette journée
dans le prochain numéro d'ISA.

Droit de vote des immigrés : une initiative à soutenir !

Un collectif "Même sol , mêmes droits , même voix" s'est créé et "demande aux pouvoirs publics de mettre en place les réformes nécessai-

res pour que tous les étrangers, ressortissants de l'union européenne ou non , puissent voter et être éligibles aux élections municipales de 2001".

Avec de nombreuses associations et partis, un certain nombre de syndicats ont adhéré à ce collectif : FSU, F.E.N., FERC -C.G.T. ,SGEN -CFDT , SUD , SM , SNES-FSU , UNEF et UNEF ID, C.S.F. (L'adresse de ce collectif :47 bd Magenta 75010Paris)

Discrimination à l'embauche

Monsieur Raouf LACHHAB n'a pas le bon profil pour être embauché au Crédit Mutuel d'Alsace .

Par contre Monsieur Thierry MEYER, lui, a toutes ses chances ; le problème c'est qu'il s'agit d'une seule et même personne.

C'est cette histoire édifiante que LIBERATION du 07 Février relate: Las de voir sa candidature écartée malgré ses diplômes et son expérience bancaire indiscutable, Raouf LACHHAB a envoyé le même CV sous un autre nom et a décroché ainsi un entretien d'embauche prometteur.

Sur les conseils d'un avocat de la LICRA il a porté plainte contre la banque pour discrimination à l'embauche .

Une enquête est en cours. Comme l'écrit J -Michel Helvig de Libération , " cette violence ne provoque pas des dégâts matériels visibles , mais des blessures intérieures profondes, qui ne cicatrisent jamais vraiment ".

Abonnement à ISA

Nom, Prénom
(et/ou Syndicat) :

Adresse:

Code Postal

Ville

10 numéros (1 an) : 50 fr.

Abonnement de soutien : 100 fr. ou plus

Chèques à l'ordre d'ISA

Pour nous contacter

ISA B.P. 241-16 75765 Paris Cedex 16

FAX: 01 48 36 66 33

E-mail: isacom@worldnet.fr